



BUDGET ECONOMIQUE EXPLORATOIRE 2013

JUIN 2012



SOMMAIRE

Synthèse	3
1. L'environnement international	11
1.1-La croissance économique mondiale selon les grandes zones.....	12
1.2. L'évolution des prix des matières premières	15
2. La situation économique nationale en 2012	17
2.1. La croissance économique.....	18
2.1.1. Les activités non agricoles.....	18
2.1.2. Le secteur primaire	24
2.2. L'évolution des composantes du Produit Intérieur Brut	25
2.3. Sources de croissance et déséquilibres macroéconomiques interne et externe en 2012	26
3. Les perspectives de l'économie nationale en 2013	29
3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions	30
3.2. La croissance économique.....	31
3.2.1. Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires	31
3.2.2. Le secteur primaire	35
3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut.....	35
3.4. Le revenu national et le compte épargne - investissement.....	36
4. Quelques conclusions au-delà de ces perspectives économiques ...	38
ANNEXES STATISTIQUES	41



Synthèse

Le budget économique exploratoire pour l'année 2013 présente la situation économique nationale en 2012, ainsi que les perspectives d'évolution pour l'année 2013.

Il tient compte de l'évolution de l'environnement international, des résultats provisoires des comptes de la nation arrêtés pour l'année 2011, et intègre également les évolutions issues des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut-Commissariat au Plan durant le premier semestre de l'année en cours.

La révision de la croissance économique pour l'année 2012 est élaborée, également, sur la base des réalisations de la campagne agricole 2011/2012 et des dispositions de la loi de finance 2012 adoptée par le Parlement au début de mois de mai.

Le scénario de croissance retenue pour 2013 est établi sur la base des hypothèses suivantes, qui seront revues en décembre prochain lors de la préparation du budget économique prévisionnel pour l'année 2013 : l'amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc de 4% au lieu de 2,2% en 2012, la production céréalière moyenne d'environ 70 millions de quintaux durant la campagne agricole 2012/2013, la politique budgétaire de l'Etat en vigueur en 2012 serait reconduite durant la prochaine année, notamment les dispositions en matière de fiscalité, des dépenses d'investissement et de fonctionnement. Bien entendu, il tient compte des nouvelles tendances de l'économie mondiale telles qu'elles les prévoient les organisations internationales compétentes.

1-L'environnement international

L'économie mondiale devrait enregistrer une croissance modeste de 3,5% en 2012 au lieu de 3,9% en 2011, suite à un ralentissement à la fois des économies avancées (1,4% au lieu de 1,6% en 2011) et aussi des économies émergentes et en développement (5,7% au lieu de 6,2% en 2011).



L'activité économique mondiale devrait, néanmoins, connaître un redressement progressif¹ à partir de 2013, tout en restant très fragile. L'amélioration des conditions de financement, sous l'effet des politiques économiques accommodantes, porterait le rythme de ce redémarrage à 4,1% durant l'année prochaine.

Cette amélioration de la croissance serait due principalement au bon comportement des économies émergentes et en développement. Celles-ci continueraient de réaliser un rythme de croissance supérieur de 4 points à celui des économies avancées en 2012 et 2013. La croissance économique ne serait que 2% dans les pays développés en 2013, alors qu'elle atteindrait 6% dans les économies émergentes et en développement.

La reprise des économies avancées continuerait de faire face aux difficultés liées, notamment, au rétablissement de la confiance dans les marchés financiers, à l'ajustement budgétaire et à la problématique de relance des marchés de l'emploi. Les difficultés résident en fait dans le choix de politiques économiques susceptibles de concilier les actions requises pour l'amélioration de la croissance à court terme (mesures de relance de la demande) avec les exigences de l'ajustement à moyen terme des budgets de l'Etat (notamment les politiques d'austérité et de rigueur budgétaire).

Dans ce contexte, la situation de la zone euro, en particulier, reste préoccupante, malgré les mesures structurelles et conjoncturelles mises en œuvre pour atténuer le fléchissement de l'activité depuis la deuxième moitié de 2011. Cette zone devrait connaître une année de récession en 2012 avec une croissance négative de 0,3%, avant d'afficher une légère amélioration de 1% en 2013.

Les mesures destinées à la réduction des risques systémiques, entraînés par la crise des dettes souveraines, et l'atténuation des pressions sur le secteur bancaire à travers les opérations de refinancement à long terme de la Banque Centrale Européenne, ne permettraient pas d'empêcher la récession des économies de l'Europe du sud en 2012, particulièrement l'Espagne (-1,8%), l'Italie (-1,9%) et le Portugal (-3,3%). La France et l'Allemagne, les deux

¹Selon les nouvelles perspectives économiques mondiales, publiées en mois d'avril et mai 2012 par les institutions internationales, notamment le FMI, l'OCDE, et la Commission Européenne.



grandes puissances de la zone, enregistreraient des faibles croissances, respectivement de l'ordre de 0,5% et 0,6%.

Les États-Unis et le Japon, malgré l'ajustement budgétaire qu'ils ont engagé à court terme, arriveraient à dégager des croissances économiques, les premiers d'environ 2,1% et les deuxièmes de 2% en 2013. Ils prévoient, néanmoins, d'étendre les programmes d'ajustement vers un horizon de moyen terme pour pouvoir ramener les ratios d'endettement public à des niveaux soutenables.

Les économies des pays émergents et en développement seraient impactées en 2012 par le fléchissement de la demande provenant des pays avancés, affectant le dynamisme de leurs exportations. Leur rythme de croissance devrait rester modérer (5,7% en 2012 et 6% en 2013 au lieu de 7,5% en 2010), mais la plupart de ces pays disposent encore de marges de manœuvre suffisantes pour maintenir une croissance vigoureuse, notamment en liaison avec l'importance des flux de capitaux à destination de ces pays et le potentiel des échanges sud-sud qui sont en train de se développer ces dernières années.

Dans ces conditions, le commerce mondial serait légèrement en augmentation, avec un rythme d'accroissement passant de 4,5% en 2012 à 5,6% en 2013. Cette évolution serait accompagnée par un léger recul des prix des matières premières. Les hypothèses retenues jusqu'à présent situeraient, sauf perturbations géostratégiques majeures, le cours moyen du pétrole brut à 110 dollars/baril en 2013 au lieu de 114,7 en 2012. Les prix des autres matières premières non énergétiques devraient connaître une nouvelle baisse de 2,1 % en 2013 après celle de 10,3% enregistrée en 2012. Concernant le marché de change, la parité euro-dollar est prévue à 1,31 en 2012 et 2013 au lieu de 1,4 en 2011.

Cette tendance à la baisse des prix des matières premières, devraient apaiser les tensions inflationnistes, dont le taux passerait de 6,2% en 2012 à 5,6% en 2013 dans les pays émergents et en développement et de 1,9% à 1,7% respectivement dans les pays avancés.

Au terme de la présentation de l'environnement international de notre pays, il apparaît que les politiques économiques engagées depuis 2011,



privilégiant l'austérité pour assainir les comptes publics, n'arriveraient pas à relancer l'activité économique dans les pays développés. De ce fait, ces politiques pourraient s'orienter, à partir de 2013, vers un meilleur ciblage, à côté des mesures d'ajustement budgétaire, de la croissance économique et de l'emploi.

2-L'évolution de l'économie nationale en 2012

- **Net ralentissement de la croissance économique en 2012**

L'année 2012 reste marquée par les conditions climatiques défavorables en comparaison avec 2011, impactant négativement les résultats de la campagne agricole au niveau de la production des cultures céréalières. Elle reste marquée, également, par la poursuite du ralentissement de la croissance de la demande mondiale adressée au Maroc de 7,8% en 2010 à 5,8% en 2011 et à 2% prévu pour 2012, des recettes du tourisme international de 6,8% à 4,3% et à 2% et des transferts des Marocaines Résidant à l'Etranger (MRE) de 8,3% à 7,3% et à 4% respectivement.

Néanmoins, l'année 2012 n'aurait pas connu de changement notable dans la politique budgétaire, notamment en matière d'investissement et de dépenses de fonctionnement, avec le maintien partiel des dépenses de compensation qui restent importante malgré la répercussion d'une partie de l'inflation importée sur les prix intérieurs.

Dans ce contexte, la croissance économique nationale passerait de 5% enregistré en 2011 à 2,4% en 2012, avec cependant l'hypothèse d'une réalisation intégrale des programmes d'investissement public et des dépenses de fonctionnement de la loi de finances 2012, adoptée par le Parlement au mois de mai.

La valeur ajoutée du secteur primaire serait en baisse de 9,3%, en raison du recul de la production des cultures céréalières de 42,8% par rapport à son niveau de 2011. Néanmoins, les activités des autres cultures et de l'élevage devraient connaître un redressement, notamment avec l'amélioration des conditions climatiques à partir de mois d'avril 2012.

Les activités non agricoles, quant à elles, devraient dégager une croissance de 4,3%, rythme inférieur à 5% enregistré en 2011. D'une façon



générale, le rythme d'évolution de ces activités est resté relativement soutenu après avoir subi les effets de la crise économique internationale en 2008 et 2009. Les activités du secteur secondaire (Mines, Energie, Industries de transformation et Bâtiment et travaux publics (BTP)) s'accroîtraient de 4,4% au lieu de 4% en 2011. Le dynamisme des activités du BTP et de celles des phosphates et dérivées, en particulier, explique cette tendance haussière de la valeur ajoutée du secteur secondaire. En revanche, le secteur tertiaire (services marchands et non marchands) dégagerait une valeur ajoutée en ralentissement, de 4,2% en 2012 au lieu de 6% en 2011.

- Sources de croissance et déséquilibres macroéconomiques interne et externe en 2012

La croissance économique estimée pour 2012 continuerait d'être tirée par la demande intérieure. La contribution à l'augmentation du PIB serait de 3,5 points de croissance. La demande extérieure, qui avait contribué positivement à la croissance économique en 2010, présenterait en revanche une contribution négative, de l'ordre de 1,1 point en 2012 après avoir été de 1,5 point en 2011.

Le dynamisme de la demande intérieure proviendrait principalement de la consommation des Administrations publiques et de la formation brute de capital fixe (FBCF). La consommation des administrations publiques avec une hausse de 12,5% en volume, devrait assurer 2,3 points à la croissance économique en 2012 au lieu de 0,8 point l'année précédente, sous l'effet de la hausse des dépenses de fonctionnement de 11,7%.

La FBCF, de son côté, devrait consolider sa reprise entamée en 2011, avec une croissance de 5,2% en volume au lieu de 2,5% en 2011 et sa contribution à la croissance atteindrait 1,6 point au lieu de 0,8 point en 2011. Ceci trouve son origine dans le dynamisme de l'investissement public, dont le montant consolidé² augmenterait de 12,8% en 2012.

La consommation finale des ménages, quant à elle, devrait connaître un net ralentissement en 2012 avec un taux d'accroissement de 2,3% au lieu de 7,4% en 2011, et ce, en raison de la baisse de l'autoconsommation et des

² L'investissement public consolidé atteindrait 188 milliards de dirhams en 2012 au lieu de 167 milliards en 2011. Il porte sur l'investissement du budget général, des comptes spéciaux du trésor, des entreprises publiques, des collectivités locales et des Services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA).



revenus agricoles. Sa contribution à la croissance serait de 1,4 point au lieu de 4,2 points en 2011.

Au plan des échanges extérieurs, les exportations de biens et services connaîtrait une amélioration de leur croissance qui serait de 4,5% en volume en 2012 au lieu de 2,1% en 2011, alors que la hausse des importations serait plus élevée, de l'ordre de 5,7% après 5% en 2011. Cette évolution est attribuable essentiellement à l'augmentation des besoins de l'économie en matière de produits agricoles, énergétiques et d'équipement. Le dynamisme de la demande intérieure s'est accompagné d'un effet multiplicateur sur les importations qui a tendance à la hausse. Les importations devraient couvrir environ 44,6% du total de la demande finale intérieure en 2012 au lieu de 43% en 2011 et 39,2% en 2010. Parallèlement, la libéralisation des importations, notamment des biens d'équipement et de consommation n'a pas eu un effet extensif sur les exportations.

En terme nominal, la balance des échanges extérieurs continuerait de dégager un déficit en ressources en accentuation, passant de 10,7% du PIB en 2010 à 14,1% en 2011 et à 16,3% en 2012, mettant ainsi en exergue la contribution négative de la demande extérieure à la croissance de l'économie nationale.

Compte tenu de ces évolutions, les déficits internes et externes sont en accentuation. La consommation finale nationale en valeur s'accroîtrait plus vite (de 8,1%) que le PIB nominal (de 4,6%), soutenue par la maîtrise de l'inflation (2,1% en 2012, après 0,1% en 2011 selon le prix implicite du PIB) et les facilités d'accès au financement. De ce fait, l'épargne intérieure en pourcentage du PIB, passerait de 22,9% en 2011 à 20,3% en 2012.

Globalement, le taux d'épargne nationale (l'épargne intérieure et les revenus nets en provenance du reste du Monde) connaîtrait une légère baisse, passant de 28% du PIB en 2011 à 26,9% en 2012, alors que l'investissement brut (FBCF et variation des stocks) serait de 35,5% du PIB en 2012 au lieu de 36% en 2011. Le gap entre l'épargne et l'investissement, représentant le besoin de financement de l'économie nationale, devrait continuer à se creuser pour atteindre 8,6% du PIB en 2012 au lieu de 8% en 2011, en jumelage avec le maintien du déficit du budget de l'Etat au niveau de 5,2% du PIB en 2012 après avoir culminé à 6,2% en 2011.



Ces déséquilibres se traduiraient par la baisse du stock des réserves en devises qui devraient couvrir 3,9 mois d'importations des biens et services en 2012 au lieu de 5,1 mois en 2011. Et compte tenu du rôle des avoirs extérieurs nets (stock de devises) dans les contreparties de la masse monétaire, les tensions sur la liquidité continueraient de marquer le secteur bancaire cette année, exigeant la poursuite des interventions de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire.

3-Les Perspectives de l'économie nationale en 2013

Sur la base des hypothèses retenues au début de cette note, la croissance économique nationale se situerait à 4,3% en 2013. Elle serait attribuable à une reprise des activités du secteur primaire de 5,8% par rapport à 2012 et au maintien du dynamisme des activités non agricoles. Celles-ci s'inscriraient cependant dans un sentier de croissance en léger ralentissement, passant de 4,3% en 2012 à 4,1% en 2013. Les activités du secteur secondaire dégageraient une valeur ajoutée en progression de 4,9% au lieu de 4,4% en 2012 et celle du secteur tertiaire de 3,7% au lieu de 4,2%.

Concernant l'évolution des emplois du PIB en volume, la contribution de la demande intérieure à la croissance s'élèverait à 6,3 points en 2013 au lieu de 3,5 points en 2012, suite à l'augmentation de la consommation des ménages de 4,5% en volume au lieu de 2,3% en 2012, de celle des administrations publiques de 3% au lieu de 12,5% et de la hausse de la FBCF de 7,1% après avoir enregistré 5,2% une année auparavant.

Ce dynamisme de la demande intérieure, particulièrement de la consommation des ménages, associé à la persistance des prix du pétrole brut à des niveaux élevés (110 \$/baril), exerceraient une certaine pression sur les prix intérieurs, et ce malgré l'hypothèse de reconduction des dépenses budgétaires de compensation. L'inflation, mesurée par le prix implicite du PIB, passerait de 2,1% en 2012 à 2,6% en 2013.

Si le volume des exportations, sous l'effet de la légère relance de la demande mondiale adressée au Maroc, devrait s'améliorer de 6,3%, il resterait toutefois insuffisant pour assurer la couverture des besoins en importations. De son côté, le volume des importations des biens et services s'accroîtrait à un taux de 8,2%. C'est ainsi que la contribution négative des échanges extérieurs



nets de biens et services à la croissance économique devrait-elle s'accroître, passant de 1,1 point en 2012 à 2 points en 2013.

Dans ce contexte, les déséquilibres structurels en matière de financement de l'économie devraient se creuser. La consommation finale nationale devrait s'accroître moins rapidement que le PIB nominal. Ceci devrait dès lors dégager une stabilité du taux de l'épargne intérieure à 20,3% du PIB en 2013. Par ailleurs, la part des revenus nets en provenance de l'extérieur baisserait de 6,6% du PIB en 2012 à 5,9% en 2013, et par conséquent, le taux d'épargne nationale se situerait à 26,3% du PIB. Ce niveau d'épargne resterait, néanmoins, inférieur à l'investissement brut. Avec 35,6% du PIB en 2013, ce dernier continuerait de créer un besoin de financement insoutenable de 9,3% du PIB, après 8,6% du PIB estimé pour 2012.



1. *L'environnement international*



L'économie mondiale renouerait progressivement avec la croissance, confortée en cela par la légère reprise des échanges commerciaux et l'amélioration de la confiance des ménages. Elle devrait enregistrer ainsi un taux d'accroissement de l'ordre de 4,1% en 2013, après celui de 3,5% en 2012.

Cette reprise ne serait pas, toutefois, au même rythme dans les différentes zones géographiques. La croissance serait plus rapide Aux États-Unis et au Japon que dans la zone euro, alors que les grandes économies émergentes devraient connaître un redressement cyclique modéré. Des différences devraient, également, caractériser la dynamique des marchés du travail, avec un chômage qui baisserait lentement aux États-Unis, tandis qu'il continuerait encore à augmenter dans la zone euro.

Avec une croissance lente dans les pays avancés, un niveau de chômage élevé et une marge de manœuvre limitée des politiques monétaires, les nouvelles mesures à mettre en œuvre pourraient prendre en considération les exigences de la croissance à court terme (relance de la demande) et les impératifs d'ajustement budgétaire à moyen terme (mesures d'austérités et de rigueur budgétaire).

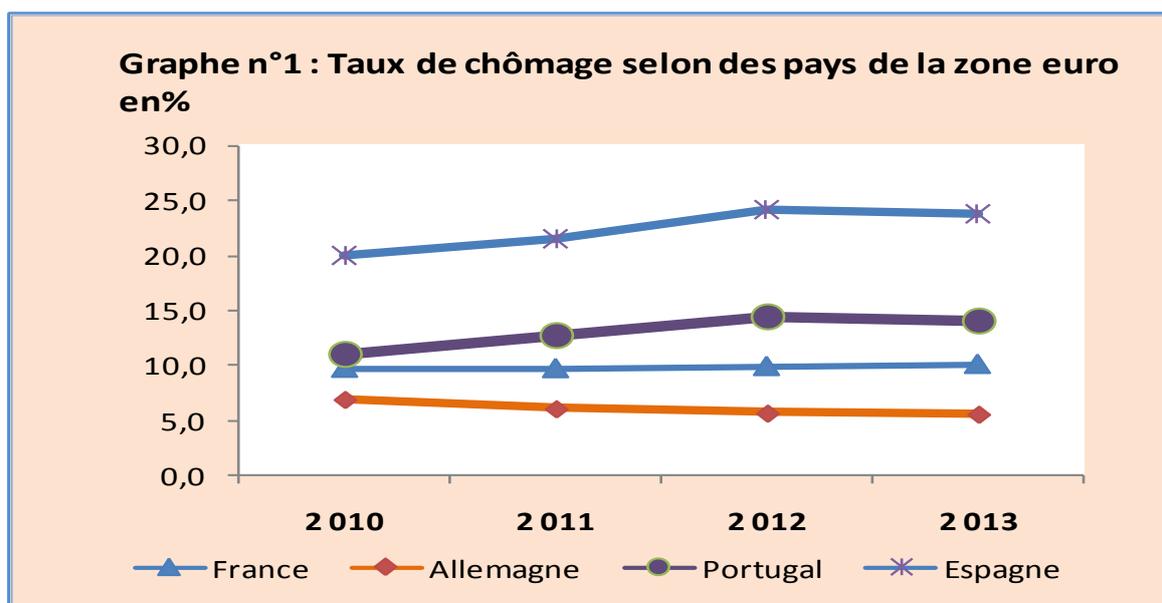
1.1-La croissance économique mondiale selon les grandes zones

➤ La zone Euro

L'activité économique devrait se contracter d'environ 0,3% en 2012, en raison notamment de la crise de la dette souveraine et des difficultés du secteur bancaire. Mais, grâce aux effets des mesures d'intervention engagées par la Banque Centrale Européenne, la Commission Européenne et le Fonds Monétaire International (FMI) pour améliorer le financement des Etats et des banques en difficultés, la croissance économique de la zone Euro devrait se situer à 1 % en 2013.

Cependant, la récession économique accentuée dans certains pays de la zone, particulièrement l'Espagne, l'Italie et le Portugal, aurait dégradé davantage la situation de l'emploi. En une année, la population active en chômage a augmenté de 1,7 million de personnes, situant ainsi le nombre de chômeurs à 17,4 millions à fin mars 2012. Le taux de chômage a atteint 11%, soit le niveau le plus élevé depuis 25 ans.

De gros efforts d'assainissement s'imposent, mais la réponse de chaque pays à la récession devrait dépendre de la solidité de leurs situations budgétaires. Les marges de relance par la voie monétaire et budgétaire étant de plus en plus réduites, les réformes visant la croissance économique et l'emploi devraient mettre l'accent sur les réglementations du marché du travail et des marchés de biens et services.



➤ Les Etats-Unis d'Amérique

La croissance économique devrait s'inscrire en légère amélioration par rapport à 2011, pour atteindre environ 2% et 2,5% respectivement en 2012 et 2013. L'activité économique continuerait de profiter du dynamisme de l'investissement, de la consommation des ménages et des exportations, suite à l'amélioration de l'activité du marché du travail, au retour de la confiance chez les entreprises et les ménages et à la consolidation de la reprise des marchés de capitaux.

Cette reprise serait de plus en plus tirée par la demande privée que par l'action publique. La politique budgétaire ne pèse que modérément sur l'activité économique, eu égard aux niveaux excessifs et insoutenables du déficit budgétaire (8,3% du PIB en 2012 et 7,1% en 2013) et du ratio de la dette publique (108,9% du PIB en 2012 et 111,8% en 2013). Parallèlement, les marges de manœuvre de la politique monétaire sont restreintes dans la mesure où le taux d'intérêt directeur serait maintenu à un niveau quasi-nul (entre 0 et



0,25%). Ceci montre que la reprise reste encore fragile et nécessite des ajustements au niveau des finances publiques et des actions permettant la pérennisation du dynamisme du marché de l'emploi.

➤ **Le Japon**

La croissance du PIB devrait avoisiner 2% en 2012 et 1,7% en 2013, bénéficiant en particulier de la hausse des dépenses publiques en faveur des programmes de reconstruction. À mesure que ces dépenses s'amenuiseraient, c'est la reprise des exportations qui soutiendrait l'expansion en 2013. Leur volume s'accroîtrait de 2,3% en 2012 à 6,5% en 2013.

Cependant, la présence d'un déficit budgétaire de l'ordre de 10% du PIB en 2012-2013 alourdirait encore la dette publique qui atteindrait 221,8% du PIB en 2013. Le Japon pourrait adopter un plan d'assainissement détaillé et crédible, prévoyant à la fois une augmentation des recettes et une réduction des dépenses pour maintenir la confiance dans la viabilité de ses finances publiques. La Banque du Japon, de son côté, devrait maintenir son taux directeur à un niveau virtuellement nul et poursuivre sa politique active d'assouplissement quantitatif jusqu'à ce que l'inflation évolue de façon nettement positive.

➤ **Les économies émergentes et en développement**

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance économique devrait connaître une légère amélioration, passant de 5,7% en 2012 à 6% en 2013.

Dans les pays émergents d'Asie, le redressement qui a suivi les inondations en Thaïlande et la hausse de la demande japonaise stimuleraient leur croissance économique qui passerait de 7,3% en 2012 à 7,9% en 2013.

En Amérique latine, le durcissement récent de la politique économique pèserait sur l'activité pendant quelque temps. Mais, les conditions adéquates de financement et le niveau favorable des cours des produits de base soutiendraient la croissance qui serait de 4,1% en 2013 au lieu de 3,7% en 2012.

Dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, les perspectives à court terme sont difficiles. Dans les pays importateurs du



pétrole, la croissance ne devrait pas se redresser, en raison de la montée de l'incertitude sur le plan intérieur et de la conjoncture défavorable à l'extérieur. Les perspectives des pays exportateurs de pétrole restent également mitigées, du fait de la stagnation de la production du pétrole et du gaz. La croissance économique de cette région passerait de 4,2% en 2012 à 3,7% en 2013.

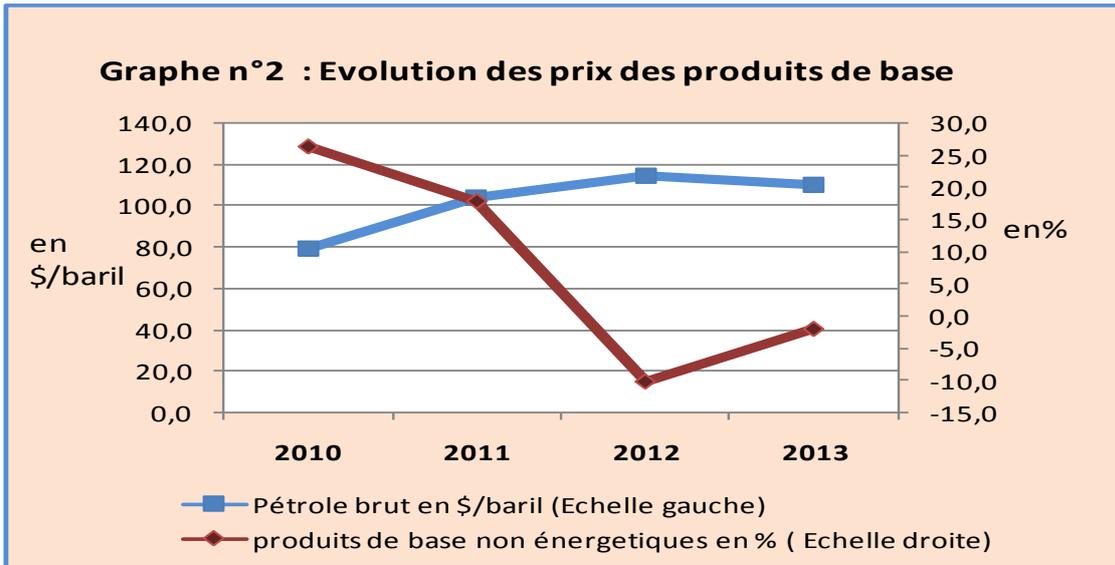
Sur le registre de l'emploi, les problèmes des pays émergents et des pays en développement diffèrent d'une région à l'autre. Le taux de chômage demeure très élevé dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale et de la Communauté des États indépendants qui ont été touchés par la crise. Il reste également élevé dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, où les créations d'emplois restent modérées, alors que beaucoup de jeunes arrivent sur le marché du travail. Par contre, le chômage est relativement faible dans beaucoup de pays émergents d'Asie et d'Amérique latine, grâce à leur croissance vigoureuse des dernières années.

Concernant l'inflation, des risques de formation de bulles de prix se profilent à nouveau dans plusieurs pays émergents, en liaison notamment avec la hausse des prix du pétrole et des entrées massives de capitaux. Des politiques prudentielles et budgétaires constituent encore les voies pour atténuer l'accentuation des tensions inflationnistes.

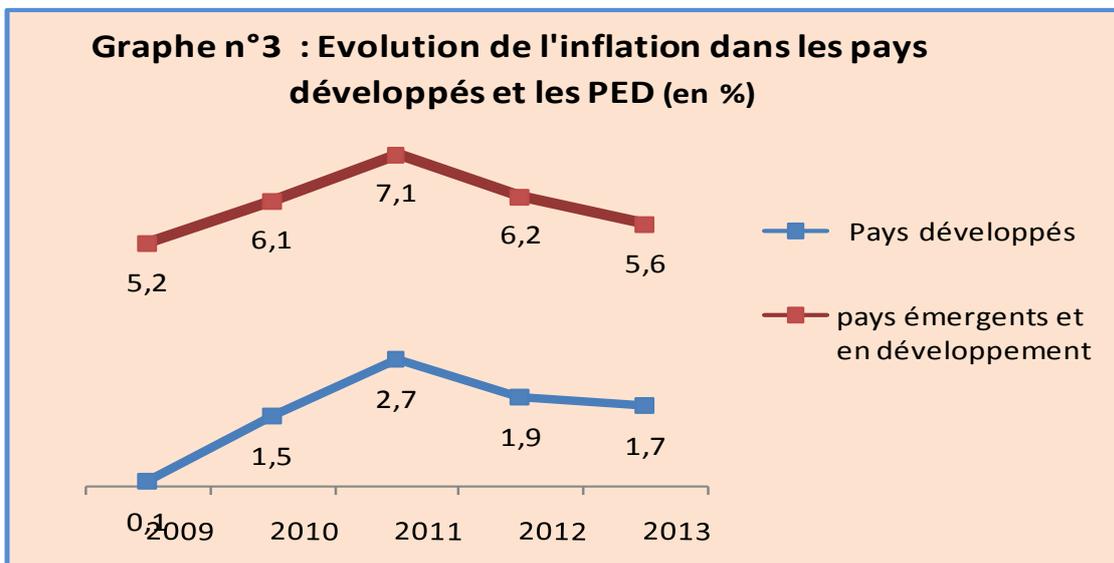
1.2. L'évolution des prix des matières premières

Les prix des matières premières non énergétiques emprunteraient une tendance baissière à des rythmes de 10,3% en 2012 et 2,1% en 2013, et ce après les hausses successives de 26,3% et 17,8% respectivement en 2010 et 2011. Ceci s'explique par le ralentissement de la demande sur tous les marchés internationaux.

Le cours de pétrole brut a connu, quant à lui, une forte hausse durant les cinq premiers mois de 2012, frôlant le seuil de 124 \$/baril, au lieu d'un cours moyen de 104 dollars/baril en 2011. Néanmoins, il a emprunté une tendance baissière pour descendre au-dessous de 100 dollars, sous l'effet du ralentissement de la demande mondiale et de l'appréciation du dollar américain par rapport à l'euro. Ce cours serait de 114,7 dollars/baril en moyenne en 2012 et 110 dollars en 2013.



Sur la base de ces évolutions, la hausse des prix à la consommation devrait connaître une décélération, notamment, dans les pays émergents et en développement avec un taux d'inflation qui passerait de 7,1% en 2011 à 6,2% en 2012 et à 5,6% en 2013. Pour les pays développés, le taux d'inflation baisserait également de 2,7% en 2011 à 1,9% en 2012 et à 1,7% en 2013.



Telles sont les principales évolutions de l'environnement international du Maroc en 2012 et 2013. Il en ressort que, parallèlement à la poursuite des mesures d'ajustement budgétaire, notamment dans les pays avancés, la consolidation de la reprise de l'économie mondiale à partir de 2013, passerait nécessairement par la mise en œuvre de politiques économiques ciblant la croissance et l'emploi.



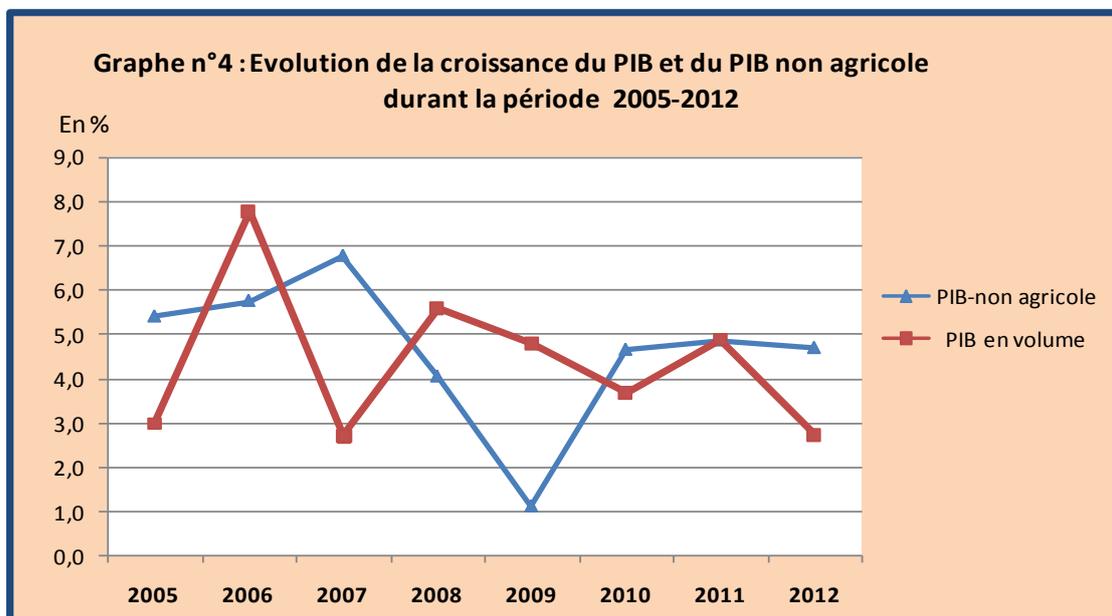
2. La situation économique nationale en 2012



Les travaux de ce budget économique font ressortir un net ralentissement de l'activité économique en 2012, en raison de la baisse de la valeur ajoutée du secteur primaire et des effets de l'environnement international contraignant, marqué par la récession des principaux partenaires commerciaux du Maroc, en particulier la zone Euro.

2.1. La croissance économique

La croissance de l'économie nationale se situerait à 2,4% en 2012 au lieu de 5% en 2011³. Le secteur primaire devrait afficher une baisse de sa valeur ajoutée de 9,3%, alors que les activités non agricoles continueraient de progresser, quoi qu'à un rythme légèrement inférieur qu'en 2011, de 4,3%.



2.1.1. Les activités non agricoles

Les activités non agricoles s'accroîtraient à un rythme de 4,3% au lieu de 5,3% enregistré en 2011, malgré l'effet conjugué du ralentissement de la demande mondiale adressée au Maroc et de la baisse de l'activité agricole.

Ces activités devraient bénéficier de la poursuite de la politique budgétaire, notamment en matière d'investissement et de dépenses de fonctionnement, avec notamment le maintien partiel des dépenses de

³Le budget économique prévisionnel, publié en janvier, a prévu un taux de croissance de 4,1% sur la base d'un scénario moyen de la production céréalière de 70 millions de quintaux. Mais les réalisations n'ont pas dépassé 48 millions.



compensation, qui restent importante malgré la répercussion d'une partie de l'inflation importée sur les prix intérieurs. Dans ce cadre, ce sont les activités du secteur secondaire qui contribueront plus à cette résilience du PIB non agricole, alors que les services devraient connaître un net ralentissement par rapport à 2011.

➤ *Les activités du secteur secondaire*

Après avoir enregistré une croissance de 4% en 2011, la valeur ajoutée du secteur secondaire aurait été inscrite dans un sentier de croissance soutenue en 2012, en affichant une amélioration de 4,4%. Le dynamisme des activités du BTP, en particulier, explique cette tendance haussière.

S'agissant **du secteur minier**, le ralentissement de l'activité, entamé en 2011, semble se poursuivre durant l'année 2012. Les activités minières ont subi, à fin avril de l'année en cours, les effets de la baisse de la production des phosphates, en ligne avec la décélération de la demande internationale des fertilisants.

La production des phosphates a enregistré une baisse de 7,7%, en liaison avec la régression de la production d'acide phosphorique de 19,7% et des engrais de 3,9% durant cette période. Cette orientation à la baisse est liée au recul de la demande étrangère adressée notamment aux dérivées des phosphates qui ont affiché une baisse au niveau des quantités exportées de 4,9% durant le premier trimestre 2012. Elle serait liée également aux fluctuations des cours des phosphates au niveau mondial, qui ont marqué une baisse, après l'évolution ascendante observée depuis le début de 2010.

Malgré ce recul des prix, ils demeurent largement élevés, favorisant ainsi le maintien de l'augmentation du chiffre d'affaires de l'OCP à l'export. Ce dernier continue de progresser pour atteindre 14,9 milliards de DH à fin avril 2012, en hausse de 5% par rapport à la même période de l'année 2011. Toutefois, le renforcement de l'extraction des autres minerais aurait atténué les effets de cette légère contreperformance des phosphates.

Au plan **des activités énergétiques**, la consommation de l'énergie électrique aurait connu une hausse de 10% à fin avril 2012, suite au bon comportement de la demande émanant tant des ménages que des entreprises. Cette bonne performance est due, également, à la bonne tenue de la



consommation de l'énergie de haute tension, de 9,9%. La consommation de l'énergie électrique à basse tension a, pour sa part, augmenté de 10,2% après une hausse de 7,7% un an auparavant.

Parallèlement, l'énergie électrique appelée nette a maintenu son trend haussier, augmentant de 10,7% après une hausse de 9,2% l'an passé. Cette évolution découle, essentiellement, de la hausse de la production de l'énergie électrique d'origine thermique et des importations de l'énergie électrique en provenance de l'Algérie et de l'Espagne de 38,9% et de 8,8% respectivement. La production de l'énergie électrique d'origine hydraulique a baissé de 55,3% à fin avril 2011. Pour sa part, l'activité du raffinage s'est favorablement orientée à fin avril. Le volume de la production a atteint 2,4 millions tonnes, en augmentation de 16,8% par rapport à fin avril 2011, sous l'effet en particulier de la hausse des exportations des produits raffinés.

Le secteur du **Bâtiment et Travaux Publics** poursuit sa tendance favorable et devrait connaître une croissance soutenue en 2012, bénéficiant des programmes de logements sociaux et de la progression de l'auto-construction et de la poursuite de la politique des grands projets structurants dans plusieurs secteurs et dans l'aménagement urbain.

Les indicateurs conjoncturels font ressortir une hausse de cette activité. Les ventes du ciment ont progressé de 12,3% à fin mai 2012. En matière de financement immobilier, l'encours des crédits a enregistré un accroissement de 7,6% à fin avril 2012 par rapport à la même période de 2011.

Le nombre de Crédits accordés dans le cadre du fonds de garantie FOGARIM s'élève à 1.448 prêts et leur montant total a atteint, à fin avril 2012, environ 842 millions de dirhams pour un total de 5.300 bénéficiaires, alors que le montant des prêts attribués dans le cadre du fonds FOGALOGÉ, s'est établi à 373 millions de dirhams en faveur de 1244 bénéficiaires. Les opérateurs du BTP, s'attendent à des perspectives meilleures pour le reste de l'année 2012, en liaison avec la poursuite de plusieurs projets et chantiers d'infrastructures, notamment :

- Le lancement en 2012 de plusieurs projets pour l'extension du réseau routier et l'entretien du linéaire existant. Dans cette perspective, l'Etat a doté le Fonds spécial routier de 2,2 milliards de DH.

- 
- La réalisation du dernier tronçon de la rocade entre Tétouan et Jebha sur un linéaire de 120 km, pour un coût de 2,5 milliards de DH ;
 - Les travaux de dédoublement de l'axe routier Taza-Al Hoceima sur 148,5 km pour un coût évalué à 2,5 milliards de DH ; et
 - La poursuite des grands chantiers d'aménagement urbain dans les principales villes du Royaume.

Les **industries de transformation** évoluent dans un contexte international peu favorable. Le taux d'utilisation des capacités de production(TUC), a atteint 73,3% en moyenne à fin avril 2012, soit une hausse de 0,3 point par rapport à fin avril 2011. Par secteur, le TUC a gagné 8,8 points au niveau des industries mécaniques et métallurgiques et 0,7 point au niveau du secteur du textile. En revanche, ceux des industries électriques et électroniques, des industries chimiques et para-chimiques et de l'agroalimentaire ont été marqués par des régressions de 4,7 points, 2 points et 0,5 point respectivement.

L'indice de la production des industries manufacturières a enregistré globalement une hausse de 3,7% au cours du premier trimestre 2012 par rapport à la même période de 2011. Cette évolution résulte notamment de l'augmentation de la production des autres produits minéraux non métalliques de 15,6%, de l'industrie automobile de 17,6%, des articles d'habillement et fourrures de 5,8% et des industries alimentaires de 3,4%.

➤ *L'évolution des activités du secteur tertiaire*

Les activités du secteur tertiaire (services marchands et non marchands) auraient dégagé une valeur ajoutée en amélioration de 4,2% en 2012 au lieu de 6% en 2011. Cette tendance s'explique par le ralentissement des activités de transport et du commerce et des contre-performances de l'activité du Tourisme. Le secteur des télécommunications, quant à lui, poursuit son dynamisme amorcé depuis plusieurs années en 2012.

Les **activités touristiques**, en particulier, auraient connu une année difficile. Le nombre d'arrivées touristiques a accusé une baisse de 4% à fin avril 2012 pour atteindre 2,5 millions de touristes, en raison principalement du repli des arrivées des touristes étrangers de 7%. S'agissant des nuitées réalisées dans les établissements d'hébergement classés, elles ont atteint près de 5,3



millions, en repli de 8% par rapport à fin avril 2011. En rapport avec ces évolutions, les recettes touristiques ont totalisé près de 16,7 milliards DH, en légère hausse de 1% au lieu d'une hausse de 4,8% sur l'ensemble de l'année 2011.

Dans un contexte de ralentissement de l'économie nationale, les **activités des transports**, auraient connu également une évolution modeste durant l'année 2012, en dépit du dynamisme du transport ferroviaire qui aurait maintenu son orientation positive durant cette année. Le transport aérien a été caractérisé au terme des quatre premiers mois, par une baisse du nombre de passagers ayant transité par les aéroports marocains de 7,5% (4,6 millions de passagers). Le trafic du fret, quant à lui, a reculé légèrement de 1,9%.

De son côté, l'activité portuaire globale (y compris le transbordement au port de Tanger Med) a totalisé 29,5 millions de tonnes à fin avril 2012, affichant une baisse de 12,4% par rapport au mois d'avril 2011. Ceci s'explique par le repli de l'activité de transbordement des conteneurs au port de Tanger Med dont le volume a fléchi de 29,1%. Par ailleurs, le volume du trafic national, représentant 84,2% du trafic global ayant transité par les ports nationaux, est en quasi-stagnation, avec une légère hausse de 0,7%, résultant du renforcement du trafic des importations de 1,8%, conjugué au recul de celui des exportations de 1,1%.

Au plan de la logistique, le secteur a connu en Avril 2012, le lancement des travaux d'implémentation de deux projets structurants visant le développement de ce secteur au sein de la région du grand Casablanca, pour une enveloppe budgétaire de 1,3 milliard de dirhams.

Le premier projet consiste en la réalisation d'une connexion routière reliant la zone d'activités logistiques de Zenata (Mohammedia) au port de Casablanca, pour un investissement 700 millions de dirhams.

Le second projet concerne la réalisation de la zone d'activité logistique MITA-Casablanca, en trois phases sur une superficie de 32 ha.

S'agissant du transport ferroviaire, l'ONCF a poursuivi en 2012 son programme d'investissement, pour atteindre 7,46 milliards de DH. Ces



nouveaux investissements serviront à mener plusieurs projets. Il s'agit notamment de l'augmentation de la capacité de la ligne Casablanca-Kenitra, la mise à niveau des gares, des lignes Fès-Oujda, Settat-Marrakech et Sidi Kacem-Tanger, ainsi que la mise en place des plateformes logistiques et gares fret. Par ailleurs, l'ONCF poursuit ses travaux, conformément au terme du 4e contrat-programme avec l'Etat, 2010-2015, d'une enveloppe de 33 milliards de DH. Il a également poursuivi, l'achèvement des études du projet ligne grande vitesse (LGV) entre Casablanca et Tanger, pour la suppression des passages à niveau et la construction de ponts-routes, de ponts-rails et de passerelles.

Dans le domaine autoroutier, l'exécution du contrat-programme entre l'État et la société Autoroutes du Maroc (ADM) couvrant la période 2008-2015 se poursuit conformément aux prévisions arrêtées avec des résultats satisfaisants en matière de réalisation des investissements et du trafic. Dans ce cadre, la société ADM devrait mobiliser durant l'année 2012, des investissements d'un montant de 6,91 Milliards DH, pour les projets en cours qui concernent le triplement de Casablanca-Rabat (57,3 km), le contournement de Rabat (41 km) et le tronçon Berrechid-Beni Mellal (172 km) et pour les projets programmés qui portent sur les tronçons Tit Mellil-Berrechid (31 km) et El-Jadida-Safi (140 km).

Quant aux activités des télécommunications, elles continueraient leur bonne performance, comme en témoigne les résultats du premier trimestre 2012, notamment la téléphonie mobile et l'internet, alors que la téléphonie fixe a accusé un léger recul. Comparé à la même période de 2011, le parc global de la téléphonie mobile s'est chiffré à 36,2 millions d'abonnés, enregistrant une hausse de 8,6%. Celui de l'internet a atteint 3,4 millions d'abonnés, réalisant un taux de croissance de 56,5%, profitant du bon comportement du parc 3G qui a affiché une croissance de 71,1%. En revanche, le parc de la téléphonie fixe continue de pâtir de la concurrence de la téléphonie mobile, affichant un léger recul de 3% pour compter dans son actif 3,5 millions d'abonnés.

Cette évolution est favorisée par la baisse continue des prix de communications. Les prix moyens de la téléphonie mobile, de l'internet et de la téléphonie fixe ont connu des baisses respectivement de 22%, 34% et 11%.



A leur tour, les activités des centres d'appel installés au Maroc maintiennent leur bon comportement, générant à fin mars des recettes de 1,3 milliard de dirhams, en hausse de 10% par rapport à la même période de 2011.

Ainsi, le chiffre d'affaires du groupe Maroc Telecom (IAM) s'est chiffré à fin mars 2012 à 7,5 milliards de dirhams, en légère progression de 0,1% par rapport à la même période de 2011 (+0,2% à taux de change constant). Ce résultat s'explique par la forte croissance du chiffre d'affaires à l'International qui a marqué une progression de 21%. Au niveau national, le chiffre d'affaires généré a atteint 5,9 milliards de dirhams, en baisse de 4%, résultant d'une baisse du chiffre d'affaires de l'activité Mobile de 4,6%. Les activités fixe et internet ont été à l'origine d'un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de dirhams, en baisse de 9,6%.

2.1.2. Le secteur primaire

Après un début de saison relativement favorable ayant permis le lancement de la campagne agricole 2011-2012 dans de bonnes conditions, l'activité agricole a été affectée par la faiblesse de la pluviométrie. En effet, le cumul pluviométrique moyen a baissé à 221 mm durant la période allant du septembre 2011 à avril 2012, contre une pluviométrie annuelle moyenne de 327 mm durant la période 1988-2011. Ainsi, la production des céréales est estimée à 48 millions de quintaux, soit une baisse de 43% par rapport à la campagne précédente.

En outre, les mois de janvier et février ont connu des baisses de température provoquant des pertes dans plusieurs cultures, notamment les primeurs. Les résultats de la récolte céréalière restent modestes, mais ils sont atténués par le bon comportement des activités des autres cultures, notamment l'élevage, l'arboriculture fruitière et les cultures maraîchères. Ces cultures ont bénéficié de la pluviométrie qu'a connue le Maroc à partir du mois d'avril 2012, dont le cumul des précipitations a atteint près de 60 mm, en portant le taux de remplissage des barrages à 71,7% contre 79,8, un an auparavant.



Par ailleurs, et pour permettre aux agriculteurs de confronter les effets des conditions climatiques défavorables, le Ministère de l'agriculture avait débloqué 1,1 milliard de DH d'aides dès le mois de février 2012 en faveur de l'activité de l'élevage. Cela a donné lieu à la subvention de 6 millions de quintaux d'aliments de bétail.

Le secteur de la pêche, quant à lui, a connu une reprise du volume des débarquements de la pêche côtière et artisanale de 22% à fin Avril 2012, en raison de la bonne tenue des débarquements de la sardine (+31,8%). Toutefois, la valeur globale des débarquements s'est repliée de 8,8% par rapport à fin avril 2011, en raison de la baisse de la valeur des débarquements des céphalopodes de 30,8%.

Durant la même période, la valeur des exportations des produits de la mer s'est établie à 4,7 milliards de dirhams, en hausse de 14,2% en glissement annuel, en liaison avec la bonne tenue des exportations des crustacés, mollusques et coquillages et des conserves de poisson, en augmentation de 8,6% et de 32,7% respectivement. L'activité de la pêche maritime sera soutenue par la poursuite de la mise en place des plans d'aménagement et de gestion par quotas des pêcheries en 2012 et la poursuite des programmes structurants du secteur de la pêche, notamment le programme IBHAR II.

Globalement, la valeur ajoutée du secteur primaire (céréaliculture, autres cultures, élevage, Forêts et pêche) devrait enregistrer une baisse estimée à 9,3% en 2012 par rapport à 2011, induite essentiellement par le recul de la production des cultures céréalières de 43%.

2.2. L'évolution des composantes du Produit Intérieur Brut

La croissance économique de 2,4% en 2012 serait tirée par la demande intérieure. Sa contribution à la croissance du PIB serait de 3,5 points au lieu d'une contribution négative de 1,1 point pour la demande extérieure.

Le dynamisme de la demande intérieure proviendrait principalement de la consommation des Administrations publiques et de la formation brute de capital fixe (FBCF). La consommation des administrations publiques, avec une hausse de 12,5% en volume, devrait assurer 2,3 points à la croissance



économique en 2012 au lieu de 0,8 point l'année précédente, sous l'effet notamment de la hausse des dépenses publiques de fonctionnement de 11,7%.

La FBCF, de son côté, devrait consolider sa reprise entamée en 2011, avec une croissance de 5,2% en volume au lieu de 2,5% en 2011 et sa contribution à la croissance atteindrait 1,6 point au lieu de 0,8 point en 2011. Le dynamisme de l'investissement public, dont le montant consolidé augmenterait de 12,8% en 2012, explique en grande partie cette évolution favorable de la FBCF.

La consommation finale des ménages, quant à elle, devrait connaître un net ralentissement en 2012 avec un taux d'accroissement de 2,3% au lieu de 7,4% en 2011, et ce, en raison de la baisse de l'autoconsommation et des revenus agricoles. Sa contribution à la croissance serait de 1,4 point au lieu de 4,2 points en 2011.

2.3. Sources de croissance et déséquilibres macroéconomiques interne et externe en 2012

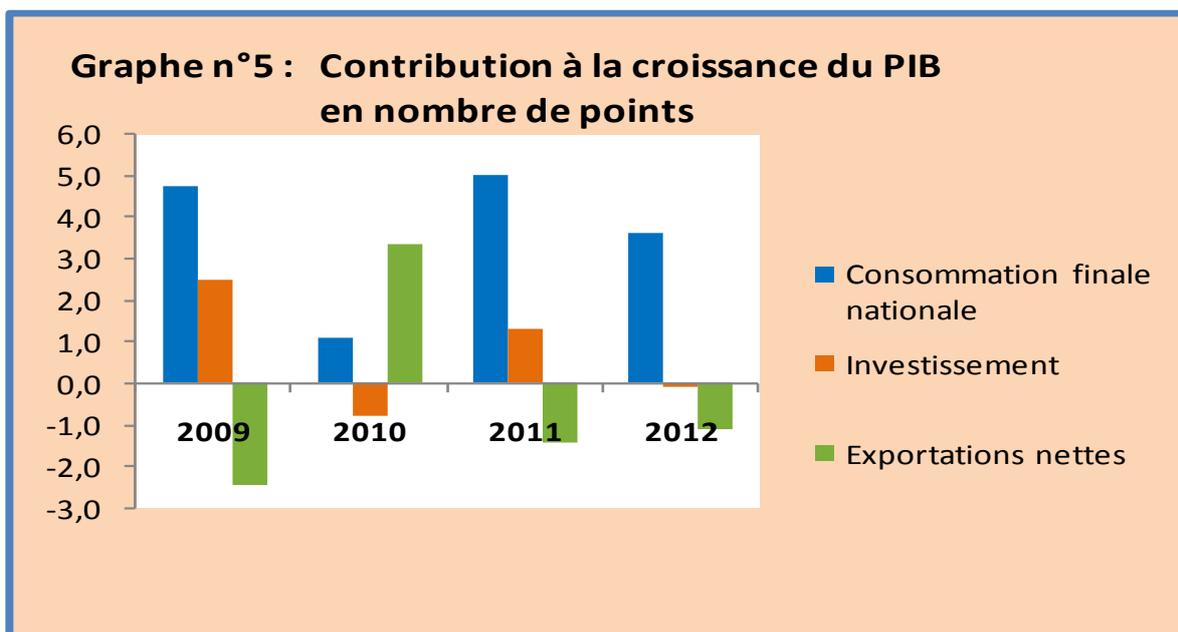
Compte tenu de ces évolutions, les déficits internes et externes sont en accentuation. La consommation finale nationale en valeur s'accroîtrait plus que le PIB nominal, soit respectivement de 8,1% au lieu de 4,6%, soutenue notamment par la maîtrise de l'inflation (2,1% en 2012, après 0,1% en 2011 selon le prix implicite du PIB) et les facilités d'accès au financement. De ce fait, l'épargne intérieure passerait de 22,9% en pourcentage du PIB en 2011 à 20,3% en 2012.

Au plan des échanges extérieurs, les exportations de biens et services connaîtraient une amélioration de leur croissance, passant à 4,5% en volume en 2012 au lieu de 2,1% en 2011, alors que la hausse des importations serait plus élevée, de l'ordre de 5,7% après 5% en 2011.

L'évolution des importations est attribuable essentiellement à l'augmentation des besoins de l'économie en matière de produits agricoles, énergétiques et d'équipement. A fin mai 2012, les achats des produits finis de consommation sont en hausse de 11% et ceux des biens d'équipement de 7,3%. Les importations alimentaires, en revanche, auraient baissé de 1,6%, et ce suite à la baisse des importations de blé de 7,2% durant la même période.

Quant aux exportations, leur augmentation serait due à l'accroissement des exportations du phosphate roche de 9,5%, durant les cinq premiers mois de l'année 2012, les ventes des dérivées étant en baisse de 1,8%. Hors phosphate et dérivées, les exportations se sont accrues de 6,3%, suite à la hausse des réexportations du groupement «énergie et lubrifiants » et à la progression des exportations du secteur de l'aéronautique de 48,3%. En revanche, le secteur du textile et habillement aurait connu une baisse de 3,5% des exportations du textile et cuir et de 2,8% des exportations des vêtements confectionnés.

En terme nominal, la balance des échanges extérieurs de biens et services continuerait de dégager un déficit en ressources en accentuation, passant de 10,7% du PIB en 2010 à 14,1% en 2011 et à 16,3% en 2012. Ceci met ainsi en exergue la contribution négative de la demande extérieure à la croissance de l'économie nationale qui aurait atteint -1,1 point en 2012 au lieu de -1,5 point en 2011, après la contribution positive de 3,3 points en 2010.



Il ressort ainsi que le dynamisme de la demande intérieure aurait été accompagné d'un effet multiplicateur sur les importations qui a tendance à la hausse. Les importations devraient couvrir environ 44,6% du total de la demande finale intérieure en 2012 au lieu de 43% en 2011 et 39,2% en 2010. Parallèlement, la libéralisation des importations, notamment des biens d'équipement et de consommation n'a pas eu un effet extensif sur les exportations.



Ce déséquilibre structurel impacte négativement les capacités de l'économie nationale. En effet, le taux d'épargne nationale (épargne intérieure et les revenus nets en provenance du reste du Monde) connaîtrait, à nouveau, une légère baisse, passant de 28% du PIB en 2011 à 26,9% en 2012, alors que l'investissement brut (FBCF et variation des stocks) serait de 35,5% du PIB en 2012 au lieu de 36% en 2011. Ainsi, le gap entre l'épargne nationale et l'investissement, représentant le besoin de financement de l'économie, devrait continuer à se creuser pour atteindre 8,6% du PIB en 2012 au lieu de 8% en 2011.

Ces déséquilibres se traduiraient par la baisse du stock des réserves en devises qui devraient couvrir 3,9 mois d'importations des biens et services en 2012 au lieu de 5,1 mois en 2011. Et compte tenu du rôle des avoirs extérieurs nets (stock de devises) dans les contreparties de la masse monétaire, les tensions sur la liquidité continueraient de marquer le secteur bancaire cette année, exigeant la poursuite des interventions de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire.



3. *Les perspectives de l'économie nationale en 2013*



Le budget économique exploratoire présente un scénario moyen de croissance pour l'économie nationale en 2013, sur la base des hypothèses retenues pour les variables caractérisant l'environnement international, et celles relatives à l'évolution de la situation économique intérieure.

3.1. Les hypothèses sous-tendant les prévisions

Elles portent, notamment, sur la campagne agricole, les finances publiques et l'environnement international :

- **La campagne agricole 2012-2013:** l'hypothèse retenue suppose une production céréalière de 70 millions de quintaux, conjuguée à la consolidation des performances des autres cultures et de l'élevage. Le secteur primaire continuerait de bénéficier de bonnes conditions d'irrigation, en raison du taux de remplissage des barrages élevé, et également des effets positifs des projets du plan « Maroc vert ». Le secteur de la pêche maritime devrait également bénéficier des mesures et programmes pris dans le cadre des stratégies de développement de ce secteur « Halieutis, IBHAR, etc »;
- **Les finances publiques :** L'hypothèse retenue suppose la reconduction en 2013 de la politique budgétaire en vigueur en 2012, notamment en matière de la politique fiscale, d'investissement public et de soutien des prix à la consommation. Elle tient compte également des effets, à l'exclusion de toutes éventuelles mesures d'accompagnement, de l'augmentation des prix intérieurs des produits pétroliers menée en 2012;
- **Les facteurs extérieurs :** La demande mondiale adressée au Maroc s'accroîtrait à un rythme de 4%, après un net ralentissement en 2012. Les hypothèses retenues pour les indicateurs des échanges extérieurs en 2013 sont comme suit : une hausse de 4% des transferts des marocains résidant à l'étrangers, de 3% pour les recettes touristiques et de 15% pour les investissements directs étrangers (IDE). Le cours moyen du pétrole brut se stabiliserait aux environs de 110 dollars/baril en 2013. En outre, la parité euro-dollar se maintiendrait à 1,31 en 2013.

- 
- **La politique monétaire** : Malgré les tensions sur la liquidité, la Banque Centrale (Bank-ALMaghrib) continuerait d'assurer, à travers ses interventions sur le marché monétaire, un financement approprié aux besoins des agents économiques, tout en veillant à la maîtrise de l'inflation. Cependant, la relance de la demande intérieure et les augmentations des prix intérieurs devrait entraîner une légère hausse de l'inflation en 2013, dans un contexte de réduction des marges de manœuvre de la politique monétaire, en raison de la décélération des réserves en devises.

3.2. La croissance économique

Sur la base de ces hypothèses, le PIB en volume s'accroîtrait de 4,3% en 2013. Cette croissance, élaborée selon un scénario moyen, serait attribuable à une reprise des activités du secteur primaire de 5,8% par rapport à 2012 et au maintien du dynamisme des activités non agricoles. Celles-ci s'inscriraient cependant dans un sentier de croissance en léger ralentissement, passant de 4,3% en 2012 à 4,1% en 2013.

3.2.1. Les secteurs non agricoles : activités secondaires et tertiaires

➤ Le secteur secondaire

L'amélioration de la croissance des activités non agricoles s'explique par la relance confirmée du secteur secondaire dont la valeur ajoutée serait en progression de 4,9% en 2013 au lieu de 4,4% estimé pour 2012, suite à la consolidation du dynamisme du bâtiment et des travaux publics, et à la relance de la valeur ajoutée minière, et celle des industries de transformation, notamment avec l'amélioration attendue de la demande mondiale adressée au Maroc en 2013.

Le secteur du bâtiment et travaux publics devrait poursuivre son dynamisme retrouvé en 2012, en raison de l'importance des programmes des opérateurs publics et privés dans l'habitat social, et dans la réalisation des grands chantiers d'infrastructures et d'aménagement urbain.

Ainsi, le logement social reste la priorité de l'Etat durant la période 2012-2016. Le plan d'action pour cette période a pour objectif de consolider la politique engagée durant la dernière décennie, à travers le renforcement de



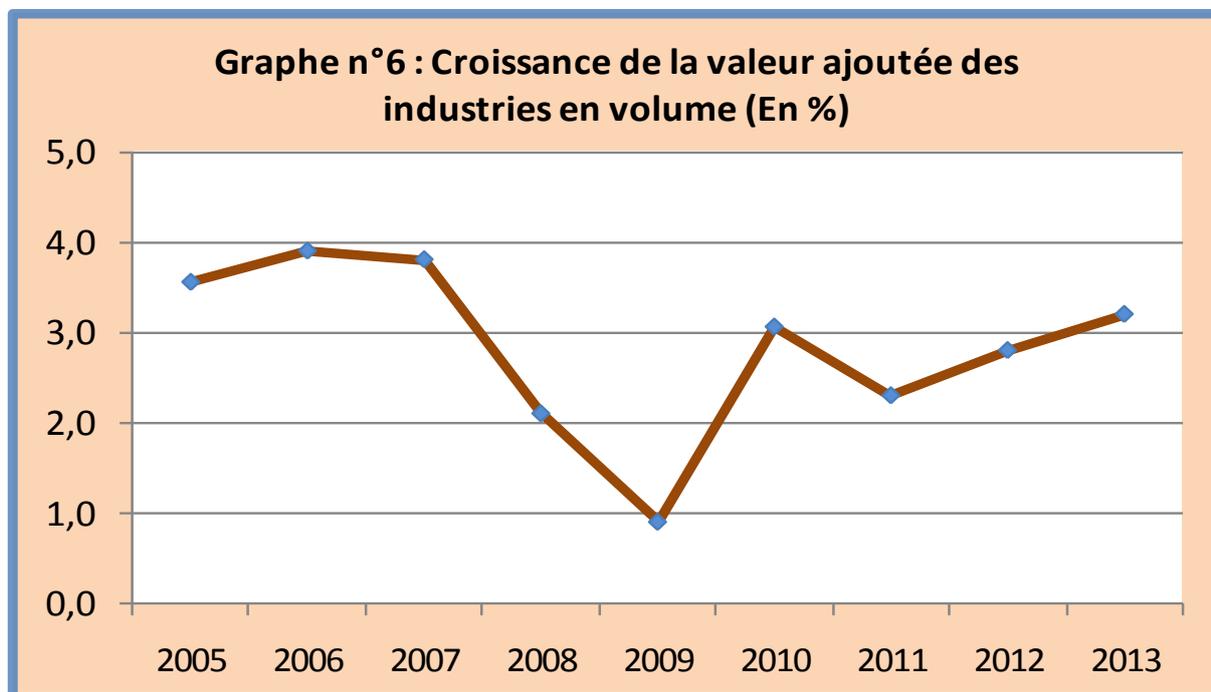
l'offre pour atteindre une production de 170.000 unités par an. L'objectif est de réduire le déficit de moitié, Celui-ci avoisine actuellement 840.000 contre 1,2 Millions unités auparavant. En outre, l'Etat compte réaliser 500.000 nouvelles unités dans le cadre du « Programme villes sans bidonvilles » et la construction durant la dite période de 100.000 logements destinés à la classe moyenne. S'agissant des travaux publics, le caractère pluriannuel des grands projets d'infrastructures et le lancement de nouveaux projets, en particulier, les projets des routes et autoroutes, l'extension des aéroports, ainsi que les grands projets d'aménagement urbain, sont autant de facteurs qui favoriseraient la pérennisation du dynamisme de l'investissement public en 2013.

De son côté, le **secteur minier** devrait connaître une reprise en 2013 après le ralentissement de 2012, profitant non seulement de la nouvelle stratégie de l'Office Chérifien des Phosphates (OCP), mais également du lancement d'un programme ambitieux de la société «Managem », à partir de 2013, qui s'occupe de la production des autres minerais comme, le cuivre, l'or, le fer, etc. Concernant la stratégie de l'OCP, elle s'articule autour de deux axes suivants: le premier traite du développement de la capacité de transformation des phosphates en mettant en place de nouvelles unités de production en partenariat avec des sociétés étrangères, tout en encourageant l'utilisation des engrais phosphatés dans les régions du Royaume. Le second axe porte sur la diversification des marchés à l'export en multipliant les joint-ventures et partenariats avec les grandes sociétés des pays émergents, notamment la Turquie, le Brésil, l'Inde etc.

De leur côté, les **industries de transformation** seraient soutenues par la relance de la demande mondiale et par l'importance de l'implantation des grandes sociétés au Maroc, notamment dans le secteur de l'automobile (Renault et ses sous-traitants), de l'aéronautique (bombardier) et de la transformation des phosphates en engrais et acides phosphoriques. Le renforcement de lignes de financement spécifiques aux petites et moyennes entreprises (PME/PMI) devrait également stimuler les activités industrielles en 2013.

Néanmoins, le rythme de croissance des industries de transformation ne dépasse guère 4% depuis l'année 2005, ce qui montre l'importance des efforts à

engager pour réussir une stratégie ambitieuse d'industrialisation du pays permettant de passer à un nouveau sentier de croissance plus élevée.



Le secteur de l'énergie, pour sa part, devrait bénéficier de la consolidation de la demande intérieure en 2013 et de la tendance baissière des prix du pétrole. Ainsi, la production d'électricité dans toutes ces composantes, notamment d'origine thermique, éolienne et solaire, continuerait de contribuer largement à la valeur ajoutée de ce secteur. De même, l'activité de raffinage du pétrole devrait continuer son dynamisme avec le rebondissement de ses exportations dont la valeur passerait de 1,6 milliards de dirhams en 2010 à 6,8 milliards en 2012. Cette tendance haussière des exportations, associée à la hausse de la demande intérieure, devraient stimuler la production énergétique et accroître le rythme de sa croissance.

➤ **Le secteur tertiaire**

Le secteur tertiaire (services marchands et non marchands) dégagerait une valeur ajoutée en augmentation de 3,7%, après 4,2% en 2012. Ce ralentissement s'explique notamment par l'accroissement modérée de la valeur ajoutée des services non marchands en comparaison avec 2011. Cependant, les services marchands devraient afficher une légère hausse de



leur croissance, suite à la consolidation du dynamisme de la demande intérieure, et aux effets de la campagne agricole supposée être moyenne en 2012-2013, soit un niveau meilleur qu'en 2011-2012.

L'activité touristique connaîtrait, de son côté, une relance en 2013, suite aux bonnes perspectives établies par l'Organisation Mondiale du Tourisme et à un certain dénouement attendu de la crise économique dans la zone euro. Ce secteur, qui a subi en 2011 et 2012 les effets des tensions sociales en Afrique du Nord, pourrait retrouver en 2013 son sentier de croissance normal, favorisé par la stabilité que connaît le pays au niveau de la région. Le Maroc a opté pour la promotion du secteur touristique au niveau national et international, en mettant en œuvre la stratégie de développement touristique « Vision 2020 ». Celle-ci sera focalisée sur la concrétisation de la gouvernance, à travers la mise en place d'institutions compétentes, en l'occurrence la Haute Autorité du Tourisme et les Agences de Développement Touristiques.

L'activité du secteur de transport, quant à elle, serait renforcée par la poursuite du dynamisme de transport ferroviaire, de la modernisation des services du transport aérien par la Royal Air Maroc (RAM), la mise en œuvre du contrat-programme liant l'Etat et les opérateurs du compartiment routier sur la période 2011-2013, et la stratégie intégrée pour le développement de la logistique, notamment le contrat Programme sur la période 2010-2015 visant la définition du cadre de développement du secteur de la logistique au Maroc.

Globalement, l'année 2013 connaîtrait une confirmation des tendances à la hausse des principales activités des services marchands, notamment le commerce, le transport, les télécommunications, et les services financiers qui seraient soutenus par la mise en activité de la place financière de Casablanca (Casablanca Finance City).

Quant aux services non marchands qui ont bien soutenu la croissance économique en 2012, ils devraient progresser à un rythme modéré, en raison d'une éventuelle stabilisation de la masse salariale dans les administrations après les fortes hausses de 2011 et 2012, sous l'effet des recrutements programmés.



3.2.2. Le secteur primaire

La valeur ajoutée du secteur primaire connaîtrait une hausse de 5,8% en 2013 sur la base de l'hypothèse moyenne de 70 millions de quintaux retenue pour la production céréalière durant la campagne agricole 2012/2013. Les autres composantes du secteur primaire, en l'occurrence les cultures industrielles, le maraîchage et l'élevage devrait bénéficier des programmes lancés dans le cadre du Plan Maroc vert au niveau de chaque région du Royaume.

De son côté, l'activité de la pêche maritime devrait contribuer positivement à la croissance du secteur primaire, eu égard à l'importance des programmes de modernisation de la pêche côtière et artisanale mis en œuvre dans les stratégies Ibhar et Halieutis.

3.3. Les composantes du Produit Intérieur Brut

La croissance économique serait soutenue en 2013, exclusivement, par la consolidation de la demande intérieure. La demande extérieure (exportations nettes de biens et services) afficherait à nouveau une contribution négative, soit -2 points de croissance au lieu de -1,1 point en 2012.

La demande intérieure serait en hausse de 5,4% en volume au lieu de 3,1% en 2012. Elle serait attribuable à la consolidation de la consommation des ménages et au dynamisme de l'investissement brut. Sa contribution à la croissance du PIB passerait ainsi de 3,5 points en 2012 à 6,3 points en 2013.

➤ La consommation finale nationale

La consommation finale nationale, composée de la consommation des ménages résidents et de la consommation des administrations publiques, s'accroîtrait de 4,1% au lieu de 4,7% en 2012, induisant ainsi une baisse de sa contribution de 3,6 points à 3,3 points. En effet, la consommation des ménages résidents profiterait de l'amélioration des revenus en 2013 pour s'accroître de 4,5% en 2013 au lieu de 2,3%, alors que la consommation des administrations publiques ne progresserait que de 3% au lieu de 12,5% en 2012, en raison d'une éventuelle rationalisation des dépenses de fonctionnement non salariées dictée dans l'objectif de la préservation de l'équilibre budgétaire.



➤ L'investissement brut

La formation brute de capital fixe (FBCF) connaîtrait une hausse de 7,1% en volume en 2013 et sa contribution à la croissance économique s'élèverait à 2,2 points au lieu de 1,6 point en 2012 et de 0,8 point en 2011. L'investissement brut, composé de la FBCF et de la variation de stocks se maintiendrait à un niveau de 35,6% du PIB en 2013.

En plus des effets de la poursuite de la politique des grands projets structurants, et de l'ouverture des principaux secteurs économiques à l'investissement privé dans le cadre des stratégies de développement sectoriel, l'investissement devrait bénéficier, de l'impact des grandes réformes économiques et institutionnelles engagées par le Maroc pour améliorer le climat des affaires et attirer les investissements étrangers, notamment dans les secteurs de l'énergie, des mines, de l'industrie, de la logistique, et du tourisme.

➤ Les échanges extérieurs

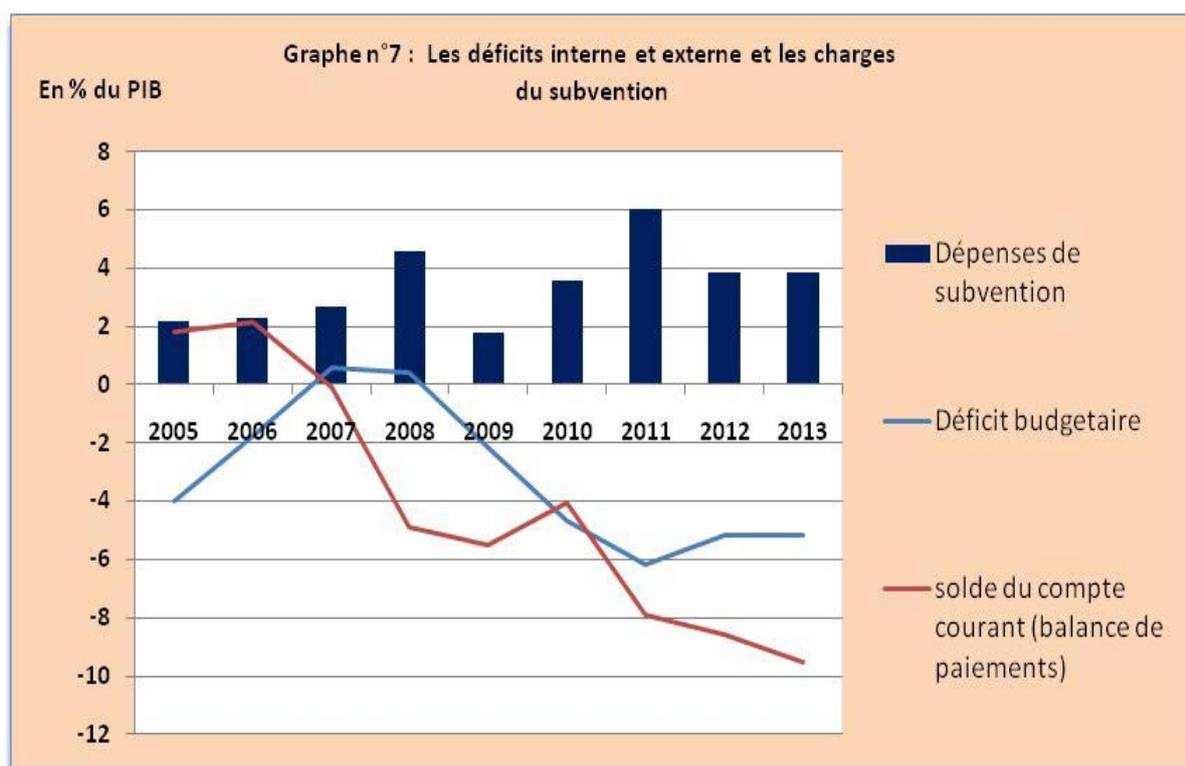
Malgré une amélioration attendue de la demande mondiale adressée au Maroc et une baisse des cours du pétrole brut et des autres matières premières, l'évolution des échanges extérieurs dégagerait à nouveau une contribution négative en accentuation. Celle-ci, passerait de -1,1 point de croissance en 2012 à -2 points en 2013. Les exportations de biens et services devraient progresser de 6,3% en volume en 2013, alors que les importations continueraient de s'accroître, sous l'effet multiplicateur du dynamisme de la demande intérieure, à un rythme soutenu de 8,2%. En terme nominal, les échanges extérieurs resteraient marqués par le niveau élevé du déficit en ressources qui représenterait 16,3% du PIB en 2013.

3.4. Le revenu national et le compte épargne - investissement

Le revenu national brut disponible, composé du PIB nominal et des revenus nets en provenance du reste du monde, enregistrerait une hausse de l'ordre de 6,3% en 2013 au lieu de 6,1% en 2012. Toutefois, compte tenu de l'augmentation de la consommation finale nationale de 7% en valeur en 2013, le taux d'épargne nationale devrait poursuivre sa décélération, passant de 28% du PIB en 2011 à 26,9% en 2012 et à 26,3% en 2013. Ce fléchissement

proviendrait aussi bien de la baisse de l'épargne intérieure que des revenus nets en provenance du reste du monde en pourcentage du PIB.

Dans ce contexte, les déséquilibres structurels en matière de financement de l'économie devraient se creuser. Le niveau d'épargne nationale resterait, néanmoins, inférieur à l'investissement brut. Avec 35,6% du PIB en 2013, ce dernier se traduirait par un besoin de financement insoutenable de 9,3% du PIB, après 8,6% du PIB estimé pour 2012, ce qui est synonyme de l'accentuation du déficit de la balance de paiement.





4. Quelques conclusions au-delà de ces perspectives économiques



La croissance économique nationale reste caractérisée par des fluctuations, sous l'effet de l'évolution en dents de scie de l'activité agricole. Elle a pu se maintenir, cependant, dans un sentier de croissance positive, grâce aux activités non agricoles. Ces dernières, après avoir été affectées sérieusement par la crise économique mondiale en 2008 et 2009, ont repris leur dynamisme avec une croissance moyenne de l'ordre de 4,5% par an depuis 2010. Elles ont bénéficié particulièrement de la politique budgétaire expansionniste et du dynamisme de la demande intérieure.

Le Maroc s'est engagé, depuis plus d'une dizaine d'années, dans des investissements de grande ampleur, notamment dans des programmes d'infrastructures économiques et sociales et des actions de développement humain. Cette politique devait répondre aux impératifs d'amélioration de la compétitivité globale de notre pays et de son attractivité sur le marché international. Elle devait également répondre à la légitime aspiration de ses citoyens à l'amélioration de leurs conditions de vie. Au service de ces objectifs, le Maroc a mis en œuvre une politique budgétaire expansionniste bénéficiant de l'aisance financière, qui a marqué les années 2000, avant l'avènement de la crise financière internationale. C'est dans ce cadre que les taux d'investissement ont atteint des niveaux parmi les plus élevés au Monde, et la consommation des ménages s'est régulièrement améliorée. En contrepartie, la balance commerciale n'a cessé de se détériorer, le déficit budgétaire de se creuser et la capacité de financement de l'économie de s'éroder.

Avec des taux, de plus en plus élevés et devenus de toute évidence insoutenables, les besoins de financement de ce modèle de développement selon les estimations pour 2012 et les prévisions pour 2013, soumettraient les marges de manœuvre des politiques budgétaires et monétaires à rude épreuve, malgré le niveau relativement bas de son endettement extérieur (25% du PIB en 2011), et ce dans un contexte international marqué par des incertitudes géoéconomiques, financières et politiques, croissantes. La problématique de la soutenabilité de la croissance économique et de la cohésion sociale se pose aujourd'hui avec acuité. Le choix de réformes structurelles pour y faire face ne semble plus pouvoir être éludé.

Dans le sillage des mutations institutionnelles, auxquelles il est invité à s'engager, en conformité avec les dispositions de la Constitution, le Maroc a



aujourd'hui l'ardente obligation d'entreprendre ces réformes. Celles-ci devraient lui permettre d'assainir ses finances publiques, de moduler les programmes et les plannings de ses investissements publics, de rompre avec l'économie et les situations de rente au profit d'une meilleure mobilisation de l'épargne et de l'investissement productif et de mettre ainsi en cohérence son modèle de consommation avec ses réalités économiques.

C'est dès lors à travers un large débat démocratique que doit s'ouvrir dans notre pays l'ère d'un nouveau consensus national basé sur une vision prospective de l'intérêt national et une adhésion collective à un modèle de développement où les charges et les fruits de la croissance sont répartis d'une manière équitable.



ANNEXES STATISTIQUES



ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Croissance économique mondiale selon les grandes régions (en %)

Pays ou groupe de pays	2010	2011	2012*	2013**
-Monde.....	5,3	3,9	3,5	4,1
-Economies avancées.....	3,2	1,6	1,4	2,0
-USA.....	3,0	1,7	2,1	2,4
-Zone Euro.....	1,9	1,4	-0,3	0,9
-Japon.....	4,4	-0,7	2,0	1,7
- Pays en développement.....	7,5	6,2	5,7	6,0
-Asie	9,7	7,8	7,3	7,9
dont la Chine.....	10,4	9,2	8,2	8,8
-Afrique subsaharienne.....	5,3	5,1	5,4	5,3
-Moyen-Orient et Afrique du Nord	4,9	3,5	4,2	3,7
-Amérique latine.....	6,2	4,5	3,7	4,1

Source : Perspectives économiques du FMI, avril 2012

NB : (*) Estimation, (**) Prévisions

Evolution des prix et du commerce mondial en volume (en %)

Rubriques	2010	2011	2012*	2013**
- Prix à la consommation :				
- Economies avancées.....	1,5	2,7	1,9	1,7
- Pays en développement.....	6,1	7,1	6,2	5,6
Commerce mondial en volume.....	12,9	5,8	4,0	5,6
Cours du pétrole (moyenne en \$/baril)				
- selon le FMI.....	79,03	104,0	114,7	110
Parité Euro/dollar.....	1,3	1,4	1,33	1,33

Source : Les perspectives mondiales du FMI, avril 2012, de la Commission Européenne, de l'OCDE et de la Banque mondiale, publiées en mai et juin 2012. (*) : Estimations et (**) : Prévisions

ECONOMIE NATIONALE

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

En volume selon les prix de l'année précédente (En %)

Rubriques	2010	2011	2012*	2013**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire.....	-2,3	5,1	-9,3	5,8
• Valeurs ajoutées non agricoles(VAna).....	4,4	5,3	4,3	4,1
➤ Secteur Secondaire.....	6,4	4,0	4,4	4,9
➤ Secteur tertiaire.....	3,3	6,0	4,2	3,7
Valeur ajoutée totale.....	3,3	5,2	2,2	4,3
Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS).....	6,7	2,7	5,1	3,2
PIB non agricole (VAna +ITS).....	4,7	5,0	4,3	4,0
PIB en volume.....	3,6	5,0	2,4	4,3
Variation du prix implicite du PIB	0,7	0,1	2,1	2,6

(*) : Estimation pour 2012 (**) : Prévision établies par le Haut-Commissariat au Plan pour 2013.

Structure du PIB en volume (en %)

Secteurs	2010	2011	2012*	2013**
Primaire	13,8	13,8	12,7	12,9
Secondaire	26,2	26,5	28,5	28,9
Tertiaire	60,0	59,7	58,8	58,2
Total	100	100	100	100

(*) : Estimation et (**): Prévision établies par le Haut-Commissariat au Plan. Juin 2012.

Equilibre du PIB à prix courants

RUBRIQUES	2010	2011	2012*	2013**
PIB.....	764031	802607	839521	898176
	4,3%	5,0%	4,6%	7,0%
Consommation finale, dont :	571485	618891	668722	715497
	3,6%	8,3%	8,1%	7,0%
-Ménages résidents.....	437547	472559	500440	539474
	4,6%	8,0%	5,9%	7,8%
-Administrations publiques.	133938	146332	168282	176023
	0,4%	9,3%	15,0%	4,6%
FBCF.....	234407	246394	263642	287369
	3,6%	5,1%	7,0%	9,0%
Variation des stocks.....	34027	42168	34782	32307
Exportations de biens et services.....	253941	285530	303697	327281
	20,8%	12,4%	6,4%	7,8%
Importations de biens et services.....	329053	390376	431321	464279
	13,2%	18,6%	10,5%	7,6%

NB : - Valeurs en millions de dirhams courants. -Variations en %.

- (*) : Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut- Commissariat au Plan. Juin 2012.

Equilibre du PIB (Croissance réelle en %)

RUBRIQUES	2010	2011	2012*	2013**
PIB.....	3,6	5,0	2,4	4,3
Consommation finale, dont:	1,5	6,7	4,7	4,1
-Ménages résidents.....	2,2	7,4	2,3	4,5
-Administrations publiques...	-0,9	4,6	12,5	3,0
FBCF.....	-0,7	2,5	5,2	7,1
Exportations de biens et services.....	16,6	2,1	4,5	6,3
Importations de biens et services.....	3,6	5,0	5,7	8,2

(*) : Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut-Commissariat au Plan. Juin 2012.

CONTRIBUTION DES AGREGATS DE LA DEMANDE FINALE A LA CROISSANCE (En nombre de points de la croissance)

RUBRIQUES	2010	2011	2012*	2013**
PIB.....	3,6	5,0	2,4	4,3
Consommation Finale, dont :	1,1	5,0	3,6	3,3
-Ménages Résidents.....	1,3	4,2	1,4	2,7
-Administrations Publiques...	-0,2	0,8	2,3	0,6
FBCF.....	-0,2	0,8	1,6	2,2
Variation des stocks.....	-0,6	0,5	-1,7	0,7
Commerce extérieur de biens et services.....	3,3	-1,5	-1,1	-2,0

(*) : Estimations et (**): Prévisions établies par le Haut-Commissariat au Plan. Juin 2012.

REVENU NATIONAL BRUT DISPONIBLE ET SON AFFECTATION

(En millions de dirhams courants)

RUBRIQUES	2010	2011	2012*	2013**
PIB.....	764031	802607	839521	898176
Revenu National Brut Disponible	806626	843552	894948	951314
Variation en %.....	4,3	4,6	6,1	6,3
Consommation finale nationale...	571485	618891	668722	715497
Epargne intérieure (en MDH)	192546	183716	170799	182679
En % du PIB.....	25,2	22,9	20,3	20,3
Epargne nationale (en MDH)	235141	224661	226226	235817
En% du RNBD.....	30,8	28,0	26,9	26,3

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut- Commissariat au Plan. Juin 2012.

COMPTE EPARGNE-INVETISSEMENT (En % du PIB)

Rubriques	2010	2011	2012*	2013**
Investissement brut.....	35,1	36,0	35,5	35,6
Revenus nets en provenance du reste du monde.....	5,6	5,1	6,6	5,9
Epargne nationale.....	30,8	28,0	26,9	26,3
Solde de financement.....	-4,4	-8,0	-8,6	-9,3

(*) : Estimations et (**) : Prévisions établies par le Haut- Commissariat au Plan. Juin 2012.



LES FINANCES EXTERIEURES

(En % du PIB)

RUBRIQUES	2010	2011	2012*	2013**
Déficit en ressources.....	-10,7	-14,1	-16,3	-16,3
Solde courant de la balance de paiements.....	-4,1	-8,0	-8,6	-9,3

(*) : Estimation et (**) : Prévision établies par le Haut- Commissariat au Plan. Juin 2012.